

Espagne

Les indépendantistes attendent avant de sauter le pas

- Le pouvoir catalan recule le moment de déclarer l'indépendance unilatérale.
- M. Puigdemont espère une médiation internationale.
- Inquiète, l'Europe soutient Madrid, mais l'invite à parler à Barcelone.

Carles Puigdemont espère une médiation, si possible européenne.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

L'article 4.4 de la loi du référendum approuvée par le Parlement catalan (suspendue par le Tribunal constitutionnel espagnol) stipule que deux jours après la proclamation des résultats, les députés catalans sont autorisés à "effectuer la déclaration formelle d'indépendance de Catalogne". Or, le référendum a été organisé le 1^{er} octobre. Le président de la Generalitat (l'exécutif catalan) Carles Puigdemont devait tenir mercredi soir un discours télévisé, en réponse à la ferme allocution du roi Felipe VI, la veille. Mais il n'était pas encore question d'organiser dès mercredi la session parlementaire proclamant la séparation de l'Espagne.

Carles Puigdemont attendra en effet, jusqu'à la dernière minute, une possible mission de médiation entre Barcelone et Madrid. Il estime que les graves événements des derniers jours – violences policières, manifestations massives, grève générale – jouent en faveur de ce scénario. Selon certains, l'Eglise catalane mettrait en avant les noms de l'abbé de Montserrat et du cardinal-évêque de Barcelone. La Conférence épiscopale d'Espagne soutient la tenue d'un possible dialogue pour éviter "*des actions irréversibles*". La préférence du président catalan va cependant à une médiation internationale, idéalement européenne – la Commission ne semble, pour l'heure, guère disposée à jouer ce rôle. Ont été cités les noms de l'ancien Premier ministre français Manuel Valls (natif de Barcelone et catalanophone) et de la maire de Paris, Anne Hidalgo, hispano-française).

En fait, la décision d'attendre avant de déclarer unilatéralement l'indépendance avait déjà été prise lors d'une réunion de la Generalitat à la fin de la journée mouvementée du référendum. Barcelone considère que l'impact mondial des images de l'action musclée

des forces de sécurité espagnoles en Catalogne, lors du référendum de dimanche, constitue un élément de pression précieux contre le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy. Madrid, d'ailleurs, ne se départit pas de son attitude ferme et légaliste. Mercredi, Josep Lluís Trapero, chef des Mossos (policiers catalans), sa collaboratrice Teresa Laplana, ainsi que Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, principaux dirigeants de la coordination indépendantiste dans les rues, ont été inculpés par un juge. Accusés de "sédition", ils devront comparaître vendredi prochain.

La déclaration d'indépendance, dès lundi ?

Le report de la déclaration d'indépendance ne signifie pas, loin de là, une marche arrière catalane. "*Une fois le décompte des bulletins de l'étranger confirmé, vers la fin de la semaine, nous serons prêts*", a confirmé Carles Puigdemont à la BBC. Ce vote déclencherait, selon la feuille de route indépendantiste, la période constituante de la nouvelle République catalane.

Pour l'instant, on sait déjà que le comité de porte-parole parlementaires de la chambre catalane a décidé la comparution lundi 9 octobre de M. Puigdemont devant les députés, pour parler des résultats et des suites du référendum. L'indépendance serait immédiatement votée, dans la foulée.

Des demandes de reconsidération de l'agenda ont été enregistrées par l'opposition non-indépendantiste, en vain. Miquel Iceta, secrétaire général et député du Parti des socialistes de Catalogne (PSC) a envoyé une lettre urgente à M. Puigdemont. M. Iceta rappelle la suspension de la loi référendaire par le Tribunal constitutionnel, mais écrit aussi que même le texte de la loi n'est pas respecté. M. Iceta fait référence à une autorité électorale (la Sindicatura Electoral) que Carles Puigdemont lui-même a dissoute. "*Évitez la rupture*", a plaidé le dirigeant socialiste.

Un discours “d’unité” qui divise la Catalogne

Eclairage Maria Udrescu

Une déloyauté inadmissible”, “un comportement irresponsable”, “une tentative inacceptable de s’approprier les institutions historiques de la Catalogne”... Le roi Felipe VI n’a pas mâché ses mots pour dénoncer mardi l’attitude des indépendantistes catalans, sortant de son mutisme depuis le déclenchement de la crise. Ses propos, d’une fermeté cinglante, ont divisé l’opinion publique, dans un pays déchiré entre les défenseurs de l’unité nationale et les partisans d’une Catalogne indépendante.

Le monarque espagnol ne s’immisce (presque) jamais dans les débats politiques. Le dernier discours “institutionnel” du Roi remonte ainsi au 23 février 1981, lorsque Juan Carlos, le père de Felipe VI, était apparu à la télévision pour défendre l’ordre constitutionnel face à la tentative de coup d’Etat menée par 200 gardes civils. Mais, outre ses fonctions honorifiques de chef des Armées et de représentant du pays au niveau international, le Roi est également garant de l’unité nationale. Une responsabilité qui lui a valu, selon Jordi Canal, historien à l’Ecole des hautes études en sciences sociales, de devenir la cible des indépendantistes. “Il symbolise exactement ce qu’ils cherchent à briser.”

Un calque des arguments de Mariano Rajoy

Aussi, l’histoire – du moins celle que les nationalistes aiment raconter – est pétrie de rendez-vous manqués entre la monarchie et la Catalogne. Beaucoup gardent un goût amer de ce 11 septembre 1714, où Barcelone tomba aux mains du roi Felipe V de Bourbon, qui abolit l’autonomie de la région. “La famille royale est héritière de celle qui a écrasé les institutions catalanes au XVIII^e siècle. Cela fait partie de la mémoire de la Catalogne et du discours souverainiste”, explique Marc Sanjaume, chercheur à l’Insti-

tut de gouvernance de la Catalogne. S’ajoute à cela une crise économique et sociale qui a nourri la méfiance à l’égard de l’Etat espagnol et de ceux qui l’incarnent, ainsi que les scandales qui ont éclaboussé le roi Juan Carlos.

Mais au-delà des différends du passé, d’aucuns ont vu dans ce discours – qui a ignoré les 800 blessés lors du référendum d’autodétermination de ce dimanche – un calque de la rhétorique du Premier ministre espagnol Mariano Rajoy. “Les Catalans modérés espéraient que la Couronne joue le rôle d’arbitre entre les gouvernements espagnol et catalan. Ce discours a éliminé cette possibilité. Ils s’attendaient à un roi neutre, ouvert, mais ils ont vu un roi du parti conservateur de Rajoy”, s’indigne M. Sanjaume.

Si Felipe VI a fustigé les indépendantistes, il n’a pas manqué de rassurer les citoyens inquiets face aux agissements des autorités locales. “Vous n’êtes pas seuls et vous ne le serez pas”, a-t-il insisté, après avoir exhorté l’Etat à “rétablir l’ordre constitutionnel”. Des paroles qui ont été droit au cœur des Catalans opposés au projet indépendantiste – qui seraient toujours majoritaires dans la région. “Le discours était un soulagement pour les

citoyens qui se sentent fatigués et méprisés par le gouvernement catalan. C’était un message de tranquillité, de confiance, qui a rappelé que les citoyens qui ne sont pas nationalistes sont protégés”, estime Maribel Fernandez, membre de la Société civile catalane, organisation opposée à l’indépendance de la Catalogne.

M. Canal rappelle ainsi que “les séparatistes sont en ce moment des citoyens hors-la-loi. Ce n’était donc pas un discours pour les nationalistes catalans, mais pour les Espagnols et les Catalans qui se sentent espagnols”.

“[Les autorités catalanes] se sont mises totalement en marge du droit et de la démocratie.”

Felipe VI

Le roi d’Espagne.

Les eurodéputés exhortent Madrid et Barcelone à ouvrir le dialogue

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

T rès attendu au sein d'un hémicycle où l'inquiétude est plus que palpable, un débat d'urgence sur la Catalogne s'est tenu ce mercredi après-midi au Parlement européen de Strasbourg et a permis à chacun de clarifier officiellement ses positions. Le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans, d'abord, puis les présidents des groupes politiques.

Frans Timmermans a écarté implicitement mais fermement la possibilité d'une médiation européenne, souhaitée par le président catalan Puigdemont, en répétant que la crise est *"une question interne de l'Espagne qui doit être gérée conformément à l'ordre institutionnel et constitutionnel de l'Espagne"*. Raison pour laquelle, a ajouté le Néerlandais, *"l'Union européenne appelle tous les acteurs pertinents à aller de l'avant, à passer de la confrontation au dialogue"*.

Cet appel au dialogue est partagé par tous les groupes. Il doit être *"hispano-espagnol"* selon Manfred Weber, chef de file du Parti populaire européen (le parti du Premier ministre espagnol Rajoy); correspondre à un *"nouveau début"* pour le leader des socialistes et démocrates Gianni Pittella, être *"inclusif et porteur d'une nouvelle vision politique"* de l'avis de Guy Verhofstadt, pré-

sident des libéraux. Seule à insister pour une médiation européenne, l'Allemande Ska Keller, coprésidente des Verts, espère elle aussi que *"les parties se parlent"*.

Mise en garde à Barcelone

Autre point de convergence : la Commission et les députés européens exhortent la Catalogne à ne pas déclarer unilatéralement son indépendance.

"Rien ne peut se passer sans respect total de l'état de droit et il est fondamental que les constitutions de chaque Etat membre soient respectées", a averti Frans Timmermans. Tous les groupes à l'exception des anti-Européens ont rappelé le caractère illégal du référendum. Qui,

par ailleurs, *"manque de légitimité démocratique"*, a insisté M. Verhofstadt dans la mesure où il a été organisé *"en sachant que la majorité de la population n'y participerait pas car elle est contre la séparation"*.

Tous les intervenants ont évoqué les brutalités policières. Pour M. Timmermans, si *"la violence ne résout jamais rien"*, *"chaque gouvernement a la mission de défendre l'état de droit, ce qui peut parfois justifier un usage proportionné de la force"*. M. Weber s'est dit *"désolé pour les victimes"* en citant *"civils et policiers"*. D'autres se sont montrés plus clairement accusateurs: *"Ce qui s'est passé est inacceptable"*, a déclaré Ska Keller, *"la violence policière disproportionnée ne peut être excusée"*.

Les députés européens enjoignent aux Catalans de ne pas déclarer l'indépendance.